



L'éducation à la sexualité est un impératif pour l'égalité

Alors que le projet de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle devait être officialisé, le ministre délégué à la Réussite scolaire, Alexandre Portier, le renie.

Par

NAJAT VALLAUD-BELKACEM

« **L**e militantisme n'a pas sa place dans nos écoles. » C'est ce qu'a déclaré au Sénat mercredi Alexandre Portier, ministre délégué à la Réussite scolaire, en réaction au projet de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, qui devait être adopté sous peu. Il faut s'interroger : où est donc le véritable militantisme dans ce débat ? A l'heure où une offensive conservatrice, tout aussi minoritaire que déterminée, orchestre désinformation et instrumentalisation des peurs parentales, et qu'elle trouve visiblement un écho politique puissant, il est impératif de parler collectivement plus fort.

L'éducation à l'égalité, dans toute sa transversalité y compris à travers l'enjeu de la sexualité, n'est pas une idée neuve. Depuis la loi de 2001, l'enseignement de cette thématique est obligatoire à raison de trois séances annuelles tout au long de la scolarité. Pourtant, comme la troisième Chambre de notre République nous le rapporte (1), moins de 15 % des élèves en bénéficient, et un quart des établissements scolaires ne le mettent jamais en œuvre. En 2023, des associations spécialisées avaient déjà attaqué l'Etat devant la justice administrative pour une telle inaction. En cause ? Les résistances idéologiques et les

attaques ciblées d'une minorité bruyante qui bloque systématiquement toute tentative de réforme ambitieuse en la matière.

SPIRALE INFERNALE

Nous avons connu un épisode similaire et traumatique il y a dix ans, avec les ABCD de l'égalité, un programme prometteur balayé par les mêmes arguments fallacieux : « *théorie du genre* », « *endoctrinement* », « *atteinte à la neutralité* ». Chaque fois, ce « militantisme » réactionnaire a trouvé des relais politiques influents. Résultat : dix ans de retard. Dix ans à constater l'explosion des violences sexistes et sexuelles chez les enfants, les lacunes criantes en matière de connaissances primaires sur des notions aussi fondamentales que le consentement, l'inceste, les violences sexuelles, les stéréotypes, l'égalité de genre, le droit à l'IVG... et toujours le sentiment d'impuissance des jeunes face à ces enjeux cruciaux.

La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants nous apprend (2) non sans fracas que 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles par an, que 5,4 millions de femmes et d'hommes adultes en ont été victimes dans leur enfance, et que l'impunité des agresseurs et l'absence de soutien social donné aux victimes coûtent 9,7 milliards d'euros chaque année en dépenses publiques. Les enquêtes de victimation estiment à 3 millions le nombre de femmes victimes de violences sexistes et sexuelles chaque année. Le procès des viols de Mazan nous alerte de façon inédite sur l'étendue de la culture du viol dans notre société. Les féminicides se comptent par centaines tous les ans. Les droits fondamentaux des femmes reculent partout dans le monde, du Texas à l'Iran, de la Pologne à l'Afghanistan, de l'Inde à la Corée du Sud. La parole masculiniste s'institu-



tionnalise, se libère, sans faire l'objet d'aucune sanction. Dans ce contexte, est-ce vraiment un acte de « militantisme » que de vouloir enrayer cette spirale infernale en protégeant et en sensibilisant nos enfants ?

CAMP AVEUGLÉ

Le dernier programme proposé par le Conseil supérieur des programmes est loin d'être un cheval de bataille idéologique. C'est un projet sérieux, fondé sur l'expertise de centaines de spécialistes et conçu pour être adapté à chaque classe d'âge. Il vise à transmettre des connaissances essentielles sur la santé sexuelle, à déconstruire les normes inégalitaires, et à prévenir les violences. Chose inédite, il fait l'objet d'un très large consensus dans la communauté éducative. Loin de toute doctrine, il s'appuie sur des besoins identifiés, exprimés notamment par les jeunes eux-mêmes : selon un rapport du Haut Conseil à l'égalité (3), 71 % des filles et 51 % des garçons estiment que les thématiques liées au harcèlement et aux violences sont insuffisamment abordées à l'école.

Pourtant, en qualifiant ce programme d'« *inacceptable* » et en reprenant à son compte les arguments des associations conservatrices, [Alexandre Portier](#) renoue avec une rhétorique qui n'est ni nouvelle ni neutre : elle vise à méthodiquement discréditer un travail collectif de longue haleine au service de l'intérêt général. De la même façon que les anti-avortement, supposément animés par l'intérêt supérieur de l'enfant, ne se préoccupent jamais de la pauvreté infantile ou des violences intrafamiliales, les anti-éducation, à la vie affective et sexuelle supposément animés par la préservation de la pureté et du bien-être des enfants, ne se préoccupent jamais de l'accès libre des plus jeunes aux contenus pornographiques violents, ni de harcèlement, ni de décrochage scolaire, ni de santé mentale. En lieu et place des maux que l'école s'efforce de combattre, ils érigent en ennemie l'école elle-même, ses professeurs, ses intervenants, régulièrement diabolisés, pris à partie, menacés. Tout cela pour avoir voulu... protéger les enfants.

Au moment de la « Manif pour tous », combien de jeunes ont eu honte de leurs parents qui défilaient avec des slogans dénigrants les homosexuels ? Combien des enfants de ceux qui entravent aujourd'hui cette nécessaire et obligatoire éducation à la vie affective et sexuelle les tiendront pour responsables des malheurs qu'une insuffisante sensibilisation au respect de leur corps et au consentement leur aura fait rencontrer sur leur chemin ?

Le véritable militantisme existe, il se situe précisément dans ce camp qui, aveuglé d'idéologie, bloque toute avancée, au détriment de nos enfants. Qui impose son agenda à l'ensemble de la société et qui détourne la sémantique pour transformer en controverse ce qui est un droit fondamental – celui des élèves à une éducation émancipatrice, épanouissante, égalitaire, protectrice, et garante de la santé publique. Si nous voulons avoir ce débat, alors ayons-le réellement, démocratiquement, au sein de nos Assemblées. Et à l'occasion de celui-ci, demandons-nous : pourquoi ce torpillage ? Dans quel but exactement ? Pourquoi ces détracteurs ont-ils autant d'écho politique, médiatique, quel est l'intérêt électoraliste de leurs relais, comment ont-ils autant de poids dans l'affaissement du débat public ? L'histoire nous a appris que derrière toutes les paniques morales prétendument spontanées, se cachaient des agitateurs à l'agenda bien élaboré et à la mécanique parfaitement rodée. Sachons les mettre au jour et les empêcher de nuire. Car non, le militantisme n'a pas sa place dans nos écoles. ◀

- (1) « Eduquer à la vie affective, relationnelle et sexuelle : passer de l'obligation à l'application ! » (Conseil économique social et environnemental).
- (2) Le rapport public de 2023, de la Ciivise.
- (3) « Egalité, stéréotypes, discriminations entre les femmes et les hommes : perceptions et vécus chez les jeunes générations en 2022 ».



Ancienne ministre de l'Education nationale





Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes puis de l'Education, avait connu un tir de barrage des conservateurs avec ses ABCD de l'égalité. PHOTO HENRIKE STAHL

